



SOMMAIRE

RECAP-AGRI.....	2
La balance commerciale alimentaire à fin Avril 2018.....	2
Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Mars 2018(Résultats de 2018 par rapport à 2017).....	3
Mercuriale de Bir El Kassa (Avril 2018).....	4
FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE.....	4
INFO-AGRI.....	5
Pertes et gaspillage alimentaires en Tunisie : Une menace pour la sécurité alimentaire et pour le développement durable.....	5
Les exportations des produits agricoles bios enregistrent un record.....	10
La filière des dattes sera confrontée à plusieurs défis internes et externes (Etude OADA).....	10
Les agriculteurs bio pourront bientôt vendre leurs propres graines.....	11
L'étiquetage des aliments indiquant le pays d'origine stimule les économies locales et contribue au développement durable.....	12
Un rapport tire la sonnette d'alarme sur la pollution des sols.....	14
L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est stable; net recul des prix du sucre.....	16



RECAP-AGRI

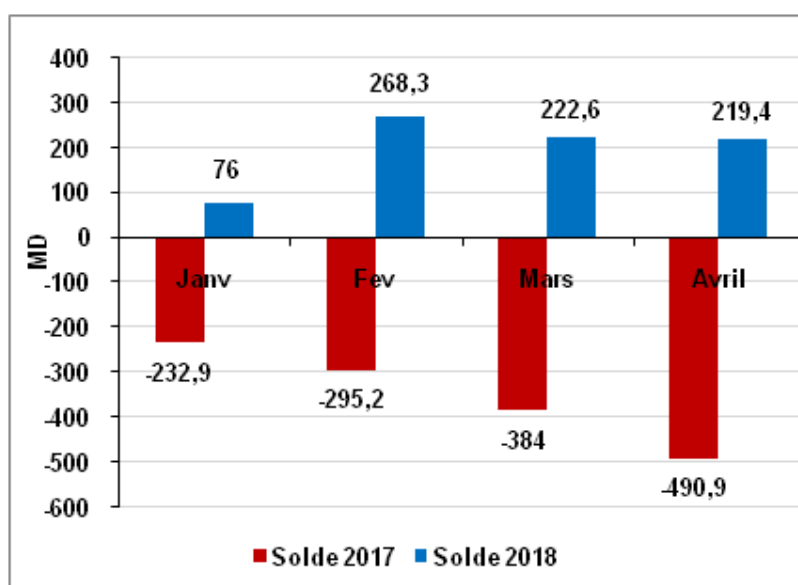
La balance commerciale alimentaire à fin Avril 2018

Pour le quatrième mois consécutif, la balance alimentaire s'est soldée par un excédent avec des taux de couverture respectifs de 118,7%, 134,2%, 117,0% et de 112,1%.

Cette évolution résulte d'une nette amélioration des exportations notamment celles des dattes, des produits de la mer et de l'huile d'olive et d'une légère décélération des importations principalement au niveau des céréales (orge et maïs) et des huiles végétales.

Les céréales, le sucre et les huiles végétales demeurent cependant les principaux produits de base importés avec près de 65% de la valeur des importations alimentaires totales.

Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au cours des quatre premiers mois de 2017 et 2018.



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS.

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Mars 2018 (Résultats de 2018 par rapport à 2017)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin Mars 2018 a été de 24 mille tonnes contre 23 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 4,3%. La production aquacole réalisée à fin Mars 2018 a été de 4,7 mille tonnes contre 4,5 mille tonnes réalisées en 2017, soit une hausse de 4,4%.

A fin Mars 2018 les quantités exportées des produits de la pêche et de l'aquaculture ont atteint 5,4 mille tonnes pour une valeur de 99,9 MD contre 4,4 mille tonnes et une valeur de 69,4 MD au terme du mois de Mars 2017, soit une hausse de 22,7% en termes de quantité et de 43,9% en termes de valeurs.

Les importations ont atteint 9,5 mille tonnes pour une valeur de 46,4 MD contre 10,5 mille tonnes et une valeur de 41 MD au terme du mois de Mars 2017, soit une baisse de 9,5% en termes de quantité et une hausse de 13,2% en termes de valeurs.

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec (+53,5 MD) à fin Mars 2018 contre (+28,4 MD) enregistrés à la même période de l'année précédente, soit 88,4 % de plus.

NB : Les chiffres de l'année 2017 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.

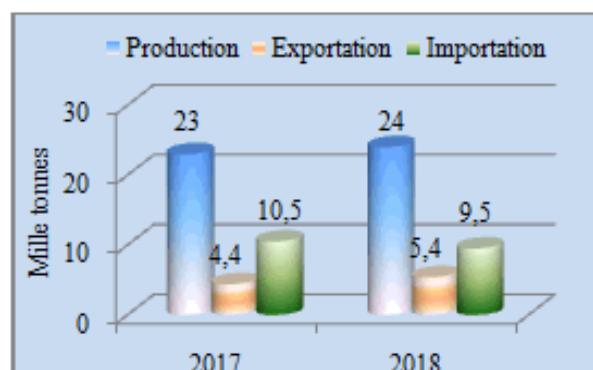


Figure 1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.



Figure 2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.

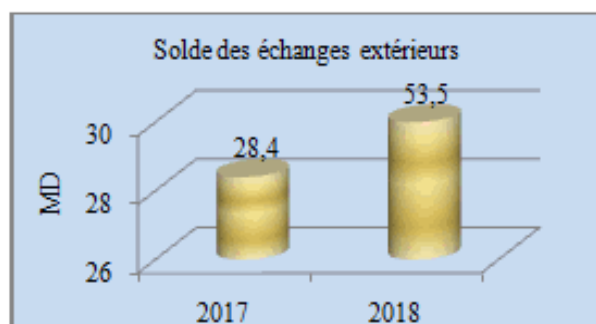


Figure 3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Mercuriale de Bir El Kassa (Avril 2018)

Evolution de l'offre globale

Avril 2018 / Avril 2017

- Augmentation de l'offre globale des légumes (+32,4%)
- Diminution de l'offre globale des fruits (-16%)
- Diminution de l'offre globale des produits de la mer (-16%)

- Augmentation des prix des pommes et des piments piquants ; baisse des prix des tomates et des pommes de terre

Evolution de l'offre des principaux produits

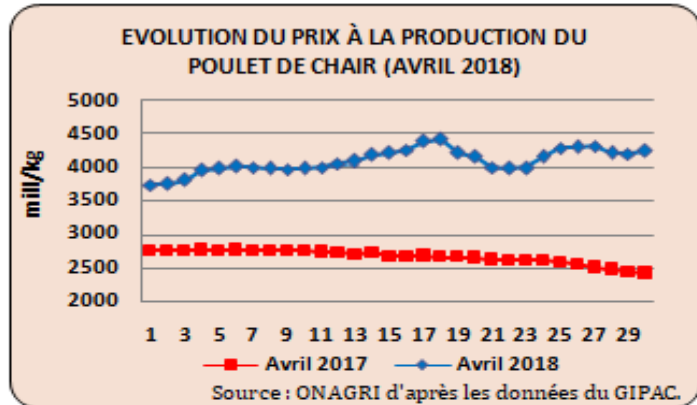


Evolution des prix des principaux produits



FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE

Poulet de chair



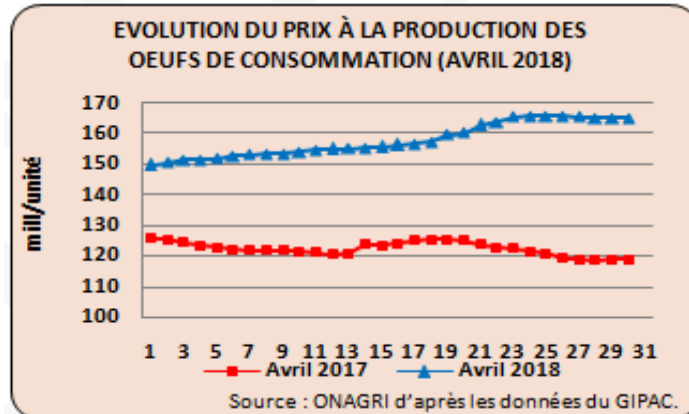
Au cours du mois d'avril 2018 le prix à la production du poulet de chair a enregistré une tendance haussière accompagnée de fluctuations. Les prix ont d'abord grimpé pour atteindre un maximum de 4414 mill/kg à la date du 18/04/2018 puis ils ont oscillé pour clôturer le mois à 4239 mill/kg.

Le prix moyen mensuel a respectivement augmenté de 54,1% par rapport à celui du même mois de l'année précédente (4091,2 mill/kg contre 2654,2 mill/kg) et de 24,7% par rapport à celui de mars 2018 (3281,0 mill/kg).

Par région, le prix moyen à la production du Sud (4142,8 mill/kg) a été supérieur de 1,8% par rapport à celui du Nord et de 2,0% par rapport à celui du Centre.

Le coût à la production du poulet de chair a augmenté de 7,1% en glissement annuel (2791 mill/kg contre 2606 mill/kg) et de 3,7% par rapport à celui de mars 2018 (2691 mill/kg).

Oeufs de consommation



Le prix à la production des oeufs de consommation courant avril 2018 n'ont cessé d'augmenter tout le long du mois. Le prix est passé de 149,6 mill/oeuf le 01/04/2018 à environ 165 mill/oeuf à la fin du mois.

La moyenne mensuelle enregistrée a augmenté de 29,1% par rapport à celle du même mois de l'année 2017 (157,8 mill/unité contre 122,3 mill/unité). Par rapport à mars 2018 (145,3 mill/unité), le prix moyen a augmenté de 8,6%. Au Nord du pays, le prix moyen à la production (159,0 mill/unité) a été légèrement supérieur à celui du Centre et du Sud avec des taux respectifs de 1,6% et 1,3%.

Le coût à la production des oeufs de consommation est resté stable par rapport au mois précédent (147 mill/unité) alors qu'il a augmenté de 7,3% en glissement annuel (137 mill/unité).

Source : ONAGRI d'après le GIPAC.

INFO-AGRI

Pertes et gaspillage alimentaires en Tunisie : Une menace pour la sécurité alimentaire et pour le développement durable

Introduction

A la veille du mois de Ramadan, nous avons voulu par cet article soulever un problème majeur auquel sont confrontés plusieurs pays dont la Tunisie tout au long de l'année et spécialement au mois de ramadan à savoir les pertes et gaspillages alimentaires afin de sensibiliser nos lecteurs à ce phénomène redoutable.

De nos jours, le monde produit suffisamment de denrées pour nourrir la planète, car un tiers de cette nourriture, soit 1,3 milliard de tonnes chaque année, est gaspillé ou perdu le long de la chaîne d'approvisionnement, entre la production agricole initiale et la consommation finale des ménages.

La Tunisie est aussi touchée par ce phénomène et dans les mêmes proportions de 1/3 en PGA (Pertes et Gaspillages Alimentaires) selon l'INC qui précise que le gaspillage alimentaire est estimé au tiers de tout ce qui est acheté, conservé, cuit et consommé en Tunisie.

Ces pertes alimentaires génèrent un gaspillage des ressources utilisées au stade de la production, telles que les terres, l'eau, l'énergie et les intrants, et des émissions de gaz à effet de serre qui pourraient être évité.

Il conviendrait donc de mettre en place une politique anti-gaspillage des aliments, depuis les champs jusqu'aux tables des consommateurs, en passant par les étapes de collecte, de transport et même de transformation.

Situation des PGA dans la région MENA

A l'échelle mondiale selon la FAO les pertes et gaspillages sont évaluées à 30% pour les céréales, 20% pour les produits laitiers, 35% pour les produits de la mer, 45% pour les fruits et légumes et 20% pour les viandes. Par filière, les peuples de la région MENA gaspillent 16% de leurs productions de légumes, 45% de fruits, 13% de viandes, 28% de poissons et 18% de lait. «Les pertes et gaspillages alimentaires se trouvent à tous les étages des chaînes de production agricole», selon la FAO. Pourtant, une baisse de ces pertes, couplée à une maîtrise et une meilleure gestion des chaînes de production pourraient aider les pays de l'Afrique du Nord, dont la Tunisie par exemple, à réduire les importations de deux denrées basiques, les céréales et le lait.

La Tunisie appelée, jadis, «Grenier de Rome» pour la fertilité de ses terres et l'abondance de sa production céréalière, importe, aujourd'hui, en devises, plus que 50% de ses besoins en blé.

Tableau 1 : PGA à l'échelle Méditerranéenne

Tableau - Valeur du gaspillage alimentaire produit chaque mois (en dollars)

	Moins de 5 dollars	6 à 20 dollars	21 à 50 dollars	Plus de 51 dollars
Albanie	38,4	25,9	29,2	6,5
Algérie	52	40,2	5,6	2,2
Bosnie-Herzégovine	47,9	43,2	6,5	2,4
Égypte	78,5	14,9	5,5	1,1
Liban	19,9	54,2	19	6,9
ARYM*	55,5	38,8	3,7	2
Maroc	45,9	42,6	10,7	0,8
Monténégro	36,7	52,8	8,9	1,6
Tunisie	57,3	36,3	5,3	1,1
Turquie	42	42,7	10,7	4,7

*ARYM : Ancienne République yougoslave de Macédoine.
 Note : les données du tableau correspondent au pourcentage de réponses.
 Source : CIHEAM-Bari, Enquête sur le gaspillage alimentaire des ménages (2015).

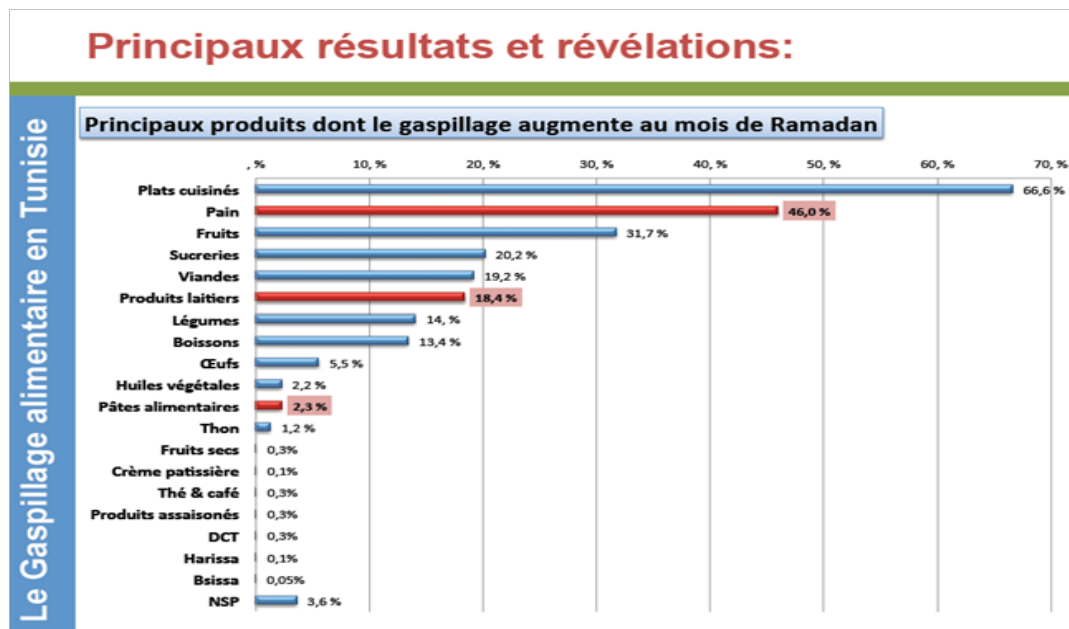
Il en ressort selon les auteurs que les PGA sont très répandus dans l'ensemble de ces dix pays méditerranéens, principalement en Albanie (82,2 %), Turquie (50 %), Monténégro(47,2 %), Tunisie (45,2 %) et au Maroc (45,1 %).

Les catégories d'aliments les plus gaspillés sont les céréales, les produits de boulangerie et les fruits et légumes.

Pertes et gaspillage d'aliments en Tunisie Au Mois de Ramadan

Selon les enquêtes de l'INC sur les GAP le gaspillage augmente durant le mois de Ramadan en premier lieu pour les plats cuisinés (66.6%), puis le pain (46%) les fruits (31.7%) les sucreries (20.2%), les viandes (19.2%) et les produits laitiers (18.4%) d'autres produits tels les légumes, les boissons, les œufs les huiles végétales etc. sont également gaspillés mais à un moindre degré.,

Fig. 1 : Principaux produits dont le gaspillage augmente au mois de ramadan. (source : INC)



Pour d'autres auteurs (Naceur M'hamdi, Latifa Lanouar), durant le mois de Ramadan, viandes, poissons, lait et produit laitiers sont trop souvent achetés en quantité supérieure aux besoins des foyers. .

Il serait alors opportun d'orienter les consommateurs à adopter une attitude plus responsable et de réfléchir à des actions de sensibilisation afin de modérer leurs achats en fonction de leurs besoins

réels uniquement. Cette surconsommation en effet aurait un impact négatif sur le budget du consommateur d'autant plus que paradoxalement les prix des produits alimentaires augmentent au cours de ce mois nonobstant, le fait que certaines familles nécessiteuses souffrent d'un manque de nourriture en temps normal et principalement en ce mois de jeûne.

Fig. 2 : Niveaux de GPA en Tunisie (INC, 2017)

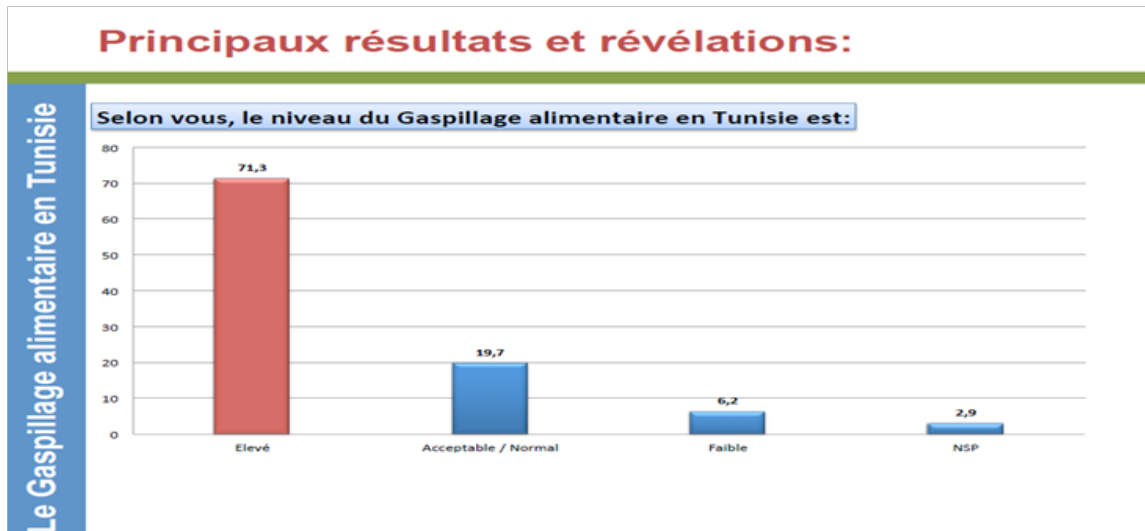


Fig. 3 : Part des rejets alimentaires par ménage (INC, 2017)

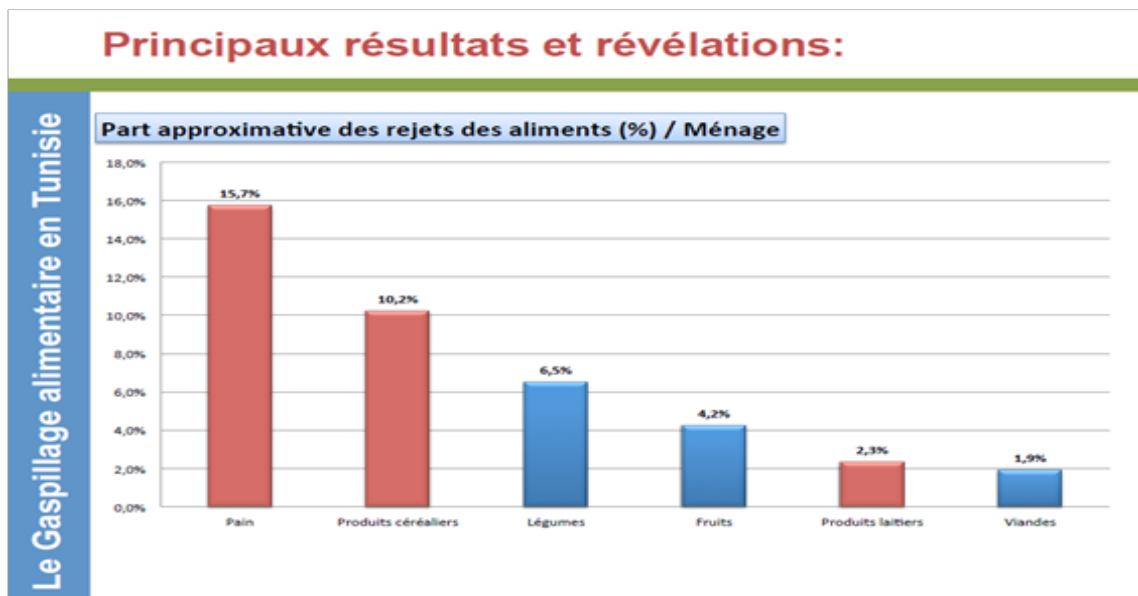
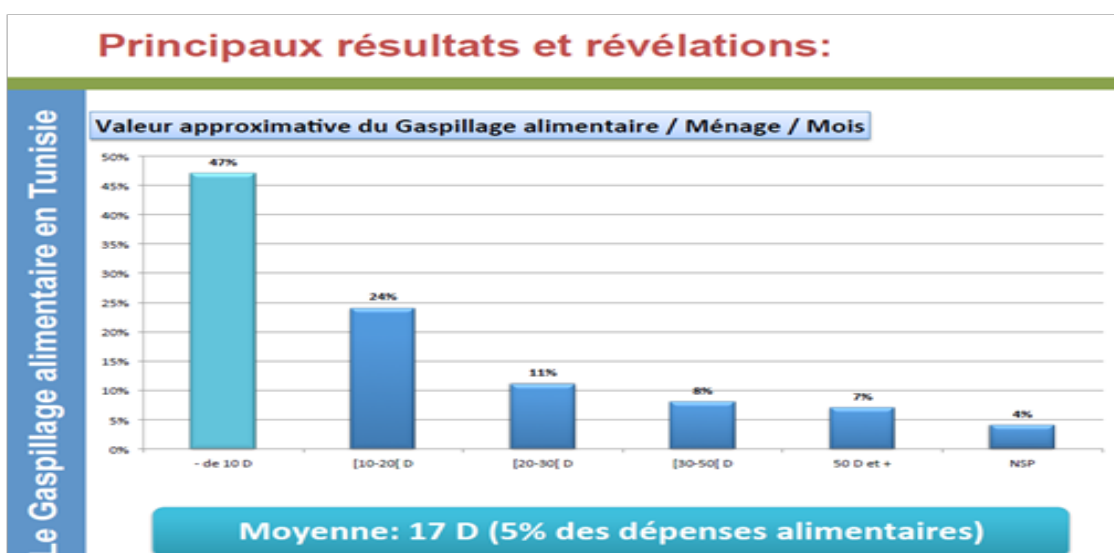


Fig. 4 : Valeur approximative du gaspillage alimentaire/Ménage/Mois (INC, 2017)



Selon cette enquête de l'INC, les tunisiens sont conscients qu'ils perdent et gaspillent beaucoup d'aliments puisque 71.3% des questionnés considèrent ces PGA élevés et que seuls 2.9% les jugent très bas. Ils estiment que les céréales et le pain sont le plus gaspillés puis viennent les fruits et légumes pour finir ce sont les produits laitiers et la viande.

La majorité (47%) pense que ces PGA représentent 10% des dépenses alimentaires et une minorité de 3% évalue ces pertes à 50DT/ménage/mois.

Conclusion : les consommateurs sont conscients qu'il y a de grandes pertes mais sous-estiment leur valeur.

Importance des données sur la réduction des pertes et du gaspillage de produits alimentaires en Tunisie

La réussite de certains pays européens et notamment la Turquie qui grâce à une campagne intensive contre la perte et le gaspillage de pain a réussi à économiser 1,3 milliard de US\$ donne un sentiment de faisabilité et d'encouragement à notre pays pour en faire de même.

Selon tous les spécialistes, pour réaliser des actions et prendre des décisions correctives, il est indispensable de disposer de données quantitatives sur l'ampleur et les causes des pertes et du gaspillage de produits alimentaires et les stades auxquels ils se produisent; or, les données doivent être recueillies systématiquement et insérées dans des bases de données nationales ou internationales.

L'ONAGRI ambitionne de le faire sur son prochain OPEN DATA les données pour la Tunisie existent en effet grâce à l'INC, à la FAO et au Ministère de l'agriculture des ressources hydrauliques et de la Pêche qui dispose de deux études en cours d'achèvement et au CIHEAM(Centre International des Etudes Agronomiques Méditerranéennes) et au COMCEC(Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'Organisation de Coopération Islamique).

Solutions et idées proposées

-Réunion des pays musulmans du COMCEC à Ankara 2016

1/ Possibilité de création de base de données et de statistiques sur ces pertes alimentaires et les traiter pour prévenir et diminuer les pertes et le gaspillage: L'autosuffisance et la balance agroalimentaire ne se porteront que mieux.

2/ En cas de difficultés financières, possibilité d'entrer sur le site web relevant du COMCEC pour inscription et financement de projets sur les pertes et déchets alimentaires qui est le suivant :<http://www.comcec.org/fr/pcm/> pour déposer auprès du COMCEC une demande de financement pour la lutte contre les pertes et gaspillages d'aliments surtout du pain en Tunisie à l'Image de la Turquie.

3/ Possibilité de former par un institut spécialisé et les centres de formation à la transformation du pain rassis ou à valoriser en pâtisserie sucrée et salée pouvant dans certains cas créer des postes d'emploi locaux.

4/ Possibilité de faire comme l'Egypte en collaboration avec les hôteliers (Partenariat PPP) et associations et ONG diverses le "recyclage" des aliments à jeter des hôtels, leur emballage et acheminement vers les personnes les plus défavorisées(en un mois 17 millions de plats ont été distribués aux plus démunis).

5/ Faire comme la Turquie une « campagne exceptionnelle » contre la perte du pain ayant engendré une chute du gaspillage et un allègement des pertes, avec des gains estimés à 1.3 milliard de US\$. Utiliser le Pain congelé le « white bread » et le « slice bread » pour les restaurants et autres consommateurs.

- Solutions exprimées par l'INC Tunisie

L'INC recommande d'intensifier la sensibilisation quant aux méfaits du gaspillage, de mettre en place des mécanismes de suivi et de concevoir un plan national de lutte contre ce phénomène. Il a même préconisé de promulguer une loi sur le gaspillage alimentaire, à l'instar des pays comme la France et l'Italie, qui encouragent les restaurants et les grandes surfaces commerciales à se débarrasser du reste des plats et des produits alimentaires au profit des associations caritatives, en les exemptant des taxes municipales.

- Rôle de la Société Civile: Une association a lancé une campagne contre le gaspillage lors du mois du Ramadan

A titre d'exemple, durant l'année 2017, une association environnementale «Zéro Waste Tunisia» a lancé une campagne contre le gaspillage lors du mois du Ramadan. Une campagne illustrée à travers des photos et un chiffre sur les réseaux sociaux : «Un tiers de

nos plats vont à la poubelle», peut-on lire dans leurs affiches.

L'INC note un engouement spécial pour la baguette et les pains spéciaux avec une augmentation de 35% et révèle que le gaspillage du pain engendre une perte quotidienne pour le pays estimée à plus de 300 mille dinars par jour soit plus de 100 MD/an.

Références bibliographiques

- 1- Watch Letter CIHEAM NO 30 Septembre 2014 : Food losses and waste in the Mediterranean.
 - 2- Diaporama, 14 Juin 2017 Revue stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Tunisie.
 - 3- Diaporama, 27 Janvier 2016 Tarek Ben Jazia DG Institut National de la Consommation.
 - 4- Plan d'action National, 2016 sur les Modes de Production et de consommation Durables en Tunisie.
 - 5- CIHEAM Medi-Terranuméro (2016) Zéro Gaspillage en Méditerranée : Ressources Naturelles, alimentation.
 - 6- Naceur Mhamdi, Latifa Lanouar (2016) Medi-Terra (CIHEAM) Consommation, pertes et gaspillages de viandes et de produits laitiers en Tunisie.()
 - 7- Ben Jazia (2017) Diaporama : Résultats de restitution des résultats intermédiaires des travaux sur l'estimation du gaspillage (lait, céréales) et axes stratégiques de réduction.
 - 8- Ben Jazia (2015) Principaux résultats des enquêtes sondages sur le gaspillage alimentaire Tarek FAO, Cadre stratégique réduction des pertes et gaspillages de produits alimentaires dans la région du Proche Orient et de l'Afrique du Nord (Le Caire, 2015)
 - 9- Banque Mondiale, FAO (2012). La Filière des Céréales : Sécurité Alimentaire et gestion des importations de blé dans les pays arabes,
 - 10- Masmoudi Saïd Béji (2017). « Réduire les déchets alimentaires dans les pays de l'OIC Rapport de Mission Ankara,
 - 11- Atelier : « Reducing Food Waste in The OIC Countries »
- Autres références (Supports numériques):
- Neuf (9) Diaporamas des pays participants aux Journées du COMCEC à ANKARA.
- Un Cdrom Distribué au COMCEC sur les pertes et gaspillages alimentaires (Vidéos et document en format « pdf »).
- Rédigé par Saïd Béji Masmoudi
- Documentation (CIHEAM, FAO, COMCEC, INC)

Les exportations des produits agricoles bios enregistrent un record



La Tunisie a enregistré, en 2017, un record au niveau des exportations des produits agricoles bio (430 millions de dinars), l'huile d'olive biologique a représenté plus de 46% de nos exportations en matière d'huile d'olive.

La Tunisie a enregistré un bond très important en matière d'agriculture biologique en 2017, atteignant 370 mille hectares de bio certifié. Le nombre d'opérateurs (agriculteurs, transformateurs, exportateurs), est passé de 3700 en 2016, à 7400, l'année dernière.

6 circuits de bio-tourisme, sur les 24 programmés d'ici 2020, ont été réalisés et testés dans le cadre du partenariat lancé avec cette fédération. Il s'agit de poser la première pierre de collaboration entre le tourisme et l'agriculture.

Source : TAP.

La filière des dattes sera confrontée à plusieurs défis internes et externes (Etude OADA)

Une étude réalisée par l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA), a révélé que la filière des dattes en Tunisie sera confrontée, au cours de la prochaine décennie, à plusieurs défis internes dont essentiellement, un excès de production sur le marché local, outre la coïncidence de la période de collecte des dattes avec le mois de ramadan à partir de l'année 2025.

Parmi les défis externes de la filière de dattes, l'étude évoque l'autosuffisance du marché marocain qui importait la moitié de ses besoins de la Tunisie.

La Tunisie va perdre son positionnement sur le marché marocain qui se prépare actuellement à planter un million de plants de palmiers dans le cadre du programme « Maroc Vert », indique l'étude, ajoutant que ce pays (Maroc) vise à atteindre l'autosuffisance à l'horizon 2025.



La concurrence des dattes algériennes (Deglet Nour) est un autre défi auquel la Tunisie est confrontée, d'autant plus que la production algérienne de dattes a

enregistré une croissance accélérée pour atteindre, en 2014, 850 mille tonnes, contre 427 mille tonnes en 1999, souligne l'étude.

Et de rappeler que les importations du marché européen a stagné (la Tunisie occupe 37% du marché européen).

La même étude a noté que le marché indien importe 36 % de ses

besoins en dattes de la Tunisie alors que la part de la Tunisie dans le marché asiatique ne dépasse pas 3%.

Elle a, également, dévoilé que la filière des dattes en Tunisie est confrontée à des problèmes structurels au niveau de la production : éparpillement de la propriété, production basée sur la variété deglet Nour et le vieillissement de plus d'un million de palmiers.

L'Etude évoque les problèmes de la hausse continue du coût de production et les difficultés entravant la mécanisation agricole au sein des anciennes oasis. Il s'agit en outre de la faiblesse des ressources financières des petits agriculteurs, du taux d'encadrement, l'absence d'orientation sur le terrain et des références techniques relatives aux nouvelles technologies outre la mauvaise exploitation des ressources naturelles.

Le document recommande la mise en place d'un programme d'action visant à améliorer la production, la productivité et la qualité.

Les auteurs appellent les agriculteurs à adhérer à des coopératives de services agricoles et à adopter la mécanisation agricole afin de maîtriser le coût de produc-

tion, outre la diversification des variétés précoces qui peuvent être écoulées facilement sur le marché intérieur.

S'agissant de l'amélioration de la qualité, le document appelle à valoriser davantage le produit à travers l'octroi de normes de qualité (production biologique et géographique).

A rappeler que la Tunisie compte actuellement 6 millions de palmiers produisant 62% de la variété « deglet noir » et 38% d'autres variétés et la moyenne de production a atteint au cours de la dernière décennie 201 mille tonnes.

Source : ATP.

Les agriculteurs bio pourront bientôt vendre leurs propres graines

Cela fait maintenant 37 ans que les grandes multinationales agricoles comme Monsanto ont le monopole de la vente de graines dans les marchés mondiaux. En effet, en 1981, a été votée une loi interdisant la vente de graines ne figurant pas sur les catalogues officiels de ventes élaborés par le Groupement national inter-

professionnel des semences et plants (Gnis), comprenant à l'heure actuelle plus de 3 000 variétés de légumes. Cette loi avait été votée pour préserver la santé des consommateurs.

En effet, les graines cataloguées doivent au préalable passer une batterie de tests, mais elles devaient également avoir un apport de plus par rapport aux autres graines auparavant inscrites dans le catalogue.

Or, pour qu'un agriculteur puisse voir ses graines inscrites dans ce catalogue, il devait verser des sommes exorbitantes (entre 6 000 et 15 000 €) que peu de petits agriculteurs peuvent se permettre de dépenser, ce qui a laissé le monopole aux grandes multinationales. Mais

cela va changer car une nouvelle loi a été votée le 26 avril 2018. Elle autorisera la vente de semences issues des agriculteurs bio d'ici 2021.

Cette nouvelle loi va permettre de revitaliser la biodiversité mais aussi notre alimentation. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture a récemment fait le constat suivant : seule-

ment 12 espèces végétales et 5 espèces animales forment les trois quarts de notre alimentation actuelle. La communauté espère qu'avec cette nouvelle loi, les consommateurs auront un accès à une plus grande variété de fruits et légumes.

Les agriculteurs bios, n'ayant ainsi plus de frein financier, pourront proposer leurs propres variétés de graines biologiques à la vente. Ces graines seront directement issues des récoltes bios et donc seront moins nocives pour les consommateurs. Une grande avancée pour le soutien de l'agriculture biologique.

Source : dailygeekshow.com.



L'étiquetage des aliments indiquant le pays d'origine stimule les économies locales et contribue au développement durable

Une nouvelle étude a démontré que les produits alimentaires étiquetés en indiquant leur lieu d'origine apportent des avantages économiques et sociaux aux zones rurales et contribuent au développement rural.

Dans le monde, la valeur marchande annuelle des produits alimentaires labellisés avec une indication géographique (IG) s'élève à plus de 50 milliards de dollars. De tels produits ont des caractéristiques spécifiques, des qualités ou encore ont réussi à se faire une réputation à partir de leur origine géographique.

L'étude Renforcer les systèmes alimentaires durables grâce à des indications géographiques, menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), analyse l'impact économique de l'indication géographique dans neuf études de cas: le café colombien, le thé Darjeeling (Inde), le chou Futog (Serbie), le café Kona (Etats-Unis), le fromage Manchego (Espagne), le poivre de Penja (Cameroun), le safran Taliouine (Maroc), le fromage Tête de Moine (Suisse) et le vin Vale dos Vinhedos (Brésil).

Dans les neuf cas, l'indication de l'origine a permis de considérablement augmenter le prix du produit final, avec une valeur ajoutée variant entre 20 et 50 pour cent. L'une des raisons est que les consommateurs identifient des caractéristiques uniques - à savoir le goût, la couleur, la texture et la qualité - chez les produits signalés par une indication géographique et, par conséquent, sont prêts à payer plus cher.

Les indications géographiques peuvent être considérées, par rapport à la production alimentaire et aux systèmes de commercialisation, comme une approche différente plaçant les considérations sociales, culturelles et environnementales au cœur de la chaîne de valeur. Ils peuvent représenter une voie pour parvenir au développement durable pour les communautés rurales, tout en promouvant des produits de qualité, en renforçant les chaînes de valeur et en améliorant l'accès à des marchés

plus rémunérateurs.

Dans le cas du poivre de Penja, un poivre blanc cultivé dans le sol volcanique de la vallée de Penja au Cameroun et le premier produit africain à recevoir un étiquetage d'indication géographique, la démarche a aidé à multiplier les revenus des agriculteurs locaux par six. Le processus - de l'élaboration de normes jusqu'à l'étiquetage, en passant par la promotion - a non seulement bénéficié aux agriculteurs locaux, mais aussi à la région toute entière en termes de revenus, de productivité et de croissance des autres industries et, de façon plus importante, a permis de faire participer tous les acteurs du secteur.

Un étiquetage IG pour le chou Futog, cultivé sur les plaines fertiles du Nord de la Serbie, le long de la rivière du Danube, a permis à une communauté de cultivateurs d'augmenter ses revenus ces dernières années, certains d'entre eux réussissant à augmenter leurs prix de vente de plus de 70 pour cent.

Depuis l'étiquetage du produit, les producteurs locaux ont commencé à travailler de manière plus étroite et cela a aidé à protéger la qualité unique du chou Futog, ainsi que sa tradition agricole. Cela a également aidé à défendre son nom et sa réputation, ce qui a souvent été mal exploité par le passé.

L'étiquetage des produits selon leur origine a des implications qui vont au-delà des gains économiques.

Les producteurs locaux et les transformateurs au cœur du processus d'étiquetage aident à rendre les systèmes alimentaires plus inclusifs et plus efficaces. Ensemble, les producteurs développent les spécificités des produits, assurent la promotion et protègent l'étiquetage d'origine. La création de tels étiquetages stimule également le dialogue entre secteur public et privé, tandis que les autorités publiques sont souvent associées, de manière étroite, au processus d'étiquetage et de certification.

Dans les régions, situées à la frontière de l'Union Eu-

ropéenne, l'intérêt des gouvernements pour les IG est fort car cela leur permet de constater les répercussions positives du développement rural, comme cela est le cas dans des pays tels que la France ou l'Italie par exemple. A présent, des entreprises agroalimentaires issues des secteurs du commerce et de la transformation, sont également intéressées par le processus d'IG et les marchés qui y sont associés, car ils ont remarqué que les consommateurs des marchés locaux et européens sont intéressés par l'origine de la nourriture et par sa qualité. L'étiquetage avec une indication géographique repose sur les lois et réglementations définies par chaque pays. Au niveau international, les étiquetages sont réglementés et protégés par l'Accord des TRIP, un accord multilatéral sur les droits de propriété intellectuelle reconnu par tous les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce.

L'étude reconnaît qu'il existe de nombreux obstacles que les producteurs doivent prendre en compte avant de demander un étiquetage d'origine. Par exemple, certains petits producteurs et producteurs traditionnels peuvent être exclus si les spécificités du produit le rendent trop

industrialisé ou si leur prix de fabrication est finalement trop coûteux, notamment au niveau de l'emballage.

Le rapport insiste aussi sur l'importance de tenir compte des impacts environnementaux, ainsi les spécificités du produit doivent inclure des mesures visant à lutter contre la surexploitation des ressources naturelles.

Les liens uniques de ces produits avec leurs ressources naturelles et culturelles dans les zones locales en font des outils utiles en vue de réaliser les Objectifs de Développement Durable, en particulier en préservant le patrimoine alimentaire et en contribuant à fournir des régimes alimentaires sains.

La FAO et la BERD travaillent ensemble afin de soutenir les producteurs et les autorités locales à développer des produits durables, étiquetés avec des indications géographiques, dans des pays comme le Monténégro, la Serbie et la Turquie. La FAO collabore également avec d'autres partenaires à la promotion des produits originaires d'Afghanistan, du Bénin, de Thaïlande et de bien d'autres pays.

Source : FAO

Un rapport tire la sonnette d'alarme sur la pollution des sols

Selon un rapport publié lors du lancement d'un symposium mondial, la pollution des sols représente une menace inquiétante pour la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la santé humaine, mais l'on n'en sait que très peu au sujet de l'ampleur et de la gravité d'une telle menace.

L'industrialisation, les guerres, les activités minières et l'intensification de l'agriculture ont toutes contribué à la contamination des sols à travers le monde, tandis que l'urbanisation des villes a contribué à ce que le sol soit utilisé comme une sorte de déchetière communale (extrait de *Soil Pollution: A Hidden Reality*).

La pollution des sols affecte la nourriture que nous mangeons, l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons et la santé de nos écosystèmes. La capacité des sols à faire face à la pollution est limitée, la prévention de la pollution des sols devrait être une priorité dans le monde entier.

D'après le nouveau rapport de la FAO, si l'intensification agricole, la production agricole et l'urbanisation continuent de se développer rapidement, une évaluation de la situation de la pollution des sols à l'échelle mondiale n'a jamais été menée.

Les études menées jusqu'à présent se sont surtout limitées aux pays développés. Selon une enquête de la FAO, d'énormes lacunes sont donc à déplorer en ce qui concerne la véritable nature et l'ampleur du problème.

D'après le rapport, le peu que nous faisons est cependant une source d'inquiétude.

Par exemple, en Australie, près de 80 000 sites auraient leur sol contaminé. En Chine, 16 pour cent de l'ensemble des sols et 19 pour cent des sols agricoles sont pollués. Environ 3 millions de sites sont potentiellement pollués dans la zone économique européenne et dans les Balkans occidentaux. Aux États-Unis, au moins 1300 sites apparaissent sur la liste des endroits pollués dans les priorités nationales.

Des chiffres pareils nous aident à comprendre les dangers posés par la pollution dans les sols mais «ne re-

flètent pas l'ampleur complète de la pollution des sols dans le monde. Ils soulignent toutefois l'insuffisance des informations disponibles et des différences constatées lorsqu'il est question d'enregistrer les sites pollués à travers les régions géographiques», révèle la publication *Hidden Reality*.

Souvent, la pollution des sols ne peut être perçue ou directement évaluée, tel un danger caché qui pourrait avoir de graves conséquences.

La pollution a un impact sur la sécurité alimentaire en perturbant le métabolisme des plantes et donc en réduisant les rendements des récoltes et en rendant les cultures dangereuses pour la consommation. Les polluants vont également directement nuire aux organismes qui vivent dans les sols et les rendent plus fertiles.

Evidemment, le sol contaminé avec des éléments dangereux (comme par exemple l'arsenic, le plomb, le cadmium), des produits chimiques organiques comme les PCBs (polychlorobiphényles) et les PAHs (hydrocarbures polycycliques aromatiques), ou des produits pharmaceutiques tels que des antibiotiques ou des perturbateurs endocriniens posent de graves risques pour la santé humaine.

La grande majorité de la pollution des sols est due aux activités humaines.

Les activités industrielles telles que les activités minières, la fonte, la fabrication, les ordures ménagères, les déchets communaux, le bétail, les pesticides, les herbicides, les engrais utilisés dans l'agriculture, les émissions des moyens de transport, les produits dérivés du pétrole qui sont relâchés dans l'environnement ou se décomposent dedans - tous contribuent au problème.

Ce que l'on appelle «les polluants émergents» constituent aussi une source d'inquiétude. Il s'agit notamment des produits pharmaceutiques, des perturbateurs endocriniens, des hormones et des polluants biologiques, des déchets d'équipement électronique et des plastiques qui sont maintenant utilisés dans presque

chaque activité humaine.

(Selon Hidden reality, très peu de données scientifiques sont disponibles sur ce que deviennent véritablement les plastiques dans les sols, alors que la plupart des déchets d'équipement électronique finissent enfouis dans les sols au lieu d'être recyclés.)

L'événement de cette semaine à la FAO représente une première étape pour identifier, combler les lacunes en matière d'information et parvenir à mettre en place une réponse internationale plus soudée face aux menaces posées par la pollution des sols. Il s'agit notamment d'établir un agenda afin de promouvoir la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gestion durable, développée par la FAO et ses partenaires en 2016, ainsi que les derniers engagements internationaux pris afin de mieux gérer la pollution des sols.

Le rapport de la FAO est une synthèse des recherches scientifiques existantes concernant la pollution des sols.

Quelques faits et chiffres marquants de la recherche :

La production de produits chimiques a rapidement augmenté ces dernières décennies et est appelée à augmenter chaque année de 3,4 pour cent jusqu'à 2030. Les pays ne faisant pas partie de l'OCDE seront des contributeurs encore plus importants à l'avenir.

En 2015, l'industrie chimique européenne était responsable de 319 millions de tonnes de produits chimiques, dont 117 millions considérées comme nuisibles pour l'environnement.

La production mondiale d'ordures ménagères s'élevait aux alentours d'1,3 milliard de tonnes par an en 2012 et devrait augmenter jusqu'à 2,2 milliards de tonnes annuelles d'ici 2025.

Dans de nombreuses régions du monde, les niveaux de

polluants organiques persistants dans le lait humain sont supérieurs à ce qui est considéré comme sain, avec une plus grande incidence en Inde et dans certains pays européens et africains.

Certains pays à faible et moyen revenu ont considérablement augmenté leur utilisation de pesticides cette dernière décennie. Le Bangladesh, par exemple, a quadruplé son utilisation de pesticides, tandis que le Rwanda et l'Éthiopie l'ont multiplié par six et que le Soudan l'a multiplié par dix.

La production mondiale de fumier a augmenté de 66 pour cent entre 1961 et 2016, passant de 73 à 124 millions de tonnes. La quantité de fumier appliquée aux sols a augmenté, passant de 18 à 28 millions de tonnes et la quantité de fumier laissé dans les prés a augmenté, passant de 46 à 86 millions de tonnes. Le fumier peut contenir des quantités élevées de métaux lourds, d'organismes pathogènes et d'antibiotiques.

Les sols se trouvant près des routes contiennent des quantités élevées de métaux lourds, d'hydrocarbures et d'autres polluants, représentant ainsi une menace en cas de production alimentaire dans les zones adjacentes ou de pâturage en bordure de route.

Environ 110 millions de mines ou d'autres types d'explosifs non explosés sont éparpillés à travers 64 pays sur tous les continents, des restes de guerre qui ont des conséquences mortelles pour les fermiers et qui peuvent relâcher des métaux lourds du fait de l'érosion. Presque tous les sols de l'hémisphère Nord contiennent des radionucléides, avec une concentration plus élevée que le niveau de fond - et ce même dans les zones éloignées- conséquence des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère et de catastrophes radiologiques comme celle de Tchernobyl.

Source : FAO.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est stable; net recul des prix du sucre

- L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 173,5 points en avril 2018, soit un niveau quasiment inchangé par rapport à mars, mais en hausse de 2,7 pour cent par rapport à l'année dernière à la même période. Les prix de la plupart des céréales et des produits laitiers ont continué à progresser en avril, mais les prix du sucre ont encore baissé. La tendance à la baisse sur les marchés de l'huile végétale et de la viande s'est également poursuivie.

- L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 168,5 points en avril, soit une hausse de 1,7 pour cent (2,8 points) par rapport à mars. Il se situait 15,4 pour cent environ au-dessus de sa valeur d'avril 2017. La hausse de l'Indice s'est poursuivie pour le quatrième mois consécutif, les prix du blé, des céréales secondaires et du riz ayant suivi une courbe ascendante ces derniers mois. Les risques liés aux conditions météorologiques, en particulier aux États-Unis, et la vigueur des échanges ont soutenu les prix du blé et les prévisions de diminution des emblavures aux États-Unis ajoutées au contexte de baisse de la production en Argentine suite à la sécheresse ont continué à tirer les prix internationaux du maïs vers le haut. Par ailleurs, les prix du riz ont progressé en raison d'une nouvelle série d'achats publics effectués par l'Indonésie et du lancement d'un appel d'offre public aux Philippines pour les importations.

- L'Indice FAO des prix des huiles végétales s'est établi en moyenne à 154,6 points en avril, soit une baisse de 1,4 pour cent en glissement mensuel, qui s'explique principalement par l'évolution des marchés des huiles de palme, de soja et de tournesol. Les cours internationaux de l'huile de palme (l'huile qui pèse le plus dans l'indice) ont reculé, en raison d'un ralentissement de la croissance de la demande et de perspectives de gains de production saisonniers en Asie du Sud-Est. Parallèlement, les prix de l'huile de soja ont continué de fléchir, traduisant des volumes de broyage qui restent élevés parmi les principaux producteurs. En revanche, les prix de l'huile de tournesol se sont affermis, alimentés par

les prévisions de resserrement des disponibilités mondiales exportables.

- L'Indice FAO des prix des produits laitiers s'est établi en moyenne à 204,1 points en avril, soit une hausse de 6,7 points (3,4 pour cent) par rapport à mars. Il s'agit du troisième mois consécutif de hausse. Avec cette augmentation, l'indice se situe 11 pour cent au-dessus de sa valeur au même mois de l'année dernière. La tendance à la hausse des prix s'explique par une forte demande à l'importation de tous les produits laitiers, associée aux inquiétudes du marché en ce qui concerne les disponibilités à l'exportation en Nouvelle-Zélande, qui a vu sa production de lait baisser plus que prévu.

- L'Indice FAO des prix de la viande s'est établi en moyenne à 169 points en avril, en baisse de 1,6 point (0,9 pour cent) par rapport à sa valeur légèrement révisée de mars. À ce niveau, la valeur de l'indice est presque identique à celle d'avril 2017. Au cours du mois, les prix de la viande bovine et porcine ont légèrement reculé, alors que ceux de la viande d'ovins et de volaille sont restés stables. La hausse des exportations en provenance des Amériques a favorisé la baisse des prix de la viande bovine; les prix de la viande porcine ont eux aussi baissé, en raison du fléchissement de la demande à l'importation.

- L'Indice FAO des prix du sucre s'est établi à une moyenne de près de 176,6 points en avril, marquant ainsi un recul de 8,9 points (4,8 pour cent) par rapport au mois de mars et de 24 pour cent par rapport à avril 2017. La baisse constante des cours du sucre depuis décembre dernier est principalement due à l'abondance de l'offre sur le marché du sucre, en raison, notamment, d'une production record en Thaïlande et en Inde (deuxième pays exportateur dans le monde). La tendance à la baisse s'explique également par une dépréciation de la monnaie brésilienne (le réal) par rapport au dollar des États-Unis et par les mesures de soutien mises en œuvre par les gouvernements en Inde et au Pakistan, qui visent à dynamiser les exportations de sucre.

Source : FAO.